



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MONIER S.A.S.

Tuilerie de Saint Jean le Blanc
176 route de Sandillon
45650 Saint-Jean-Le-Blanc

Références : S-24-1115RP
Code AIOT : 0006202488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement MONIER S.A.S. implanté Lieudit La Champagne 88200 Saint-Nabord. L'inspection a été annoncée le 17/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONIER S.A.S.
- Lieudit La Champagne 88200 Saint-Nabord
- Code AIOT : 0006202488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Monier SAS exploite à Saint-Nabord dans le département des Vosges, établissement dédié majoritairement à la fabrication de tuiles en béton. Les produits visés sont les encres, les diluants et vernis pour la conception des produits finis. L'installation est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940-2a et fait l'objet d'une inspection sur la thématique AIR en lien avec l'action nationale sur le contrôle des rejets atmosphériques sur les COV.

Thème de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 12/06/2015, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Suite visite 2022	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/06/2015, article 1.2.1	Sans objet
2	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 18/06/2015, article 3.1.1	Sans objet
3	COV à mention de danger - substitution	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs écarts et manquements de l'exploitant :

-Constat n°4 concernant le Plan de Gestion de Solvants (PGS)

-Constat n°5 en relation avec la suite de visite de 2022, sur la conformité de l'installation électrique de la société.

Pour ces motifs, une demande de justificatifs et d'action corrective est demandée à l'exploitant pour se remettre en conformité sur ses deux constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2015, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature			
Prescription contrôlée : Article 1.1.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Installation	Capacité	Rubrique	A/D
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, ...etc. cas de l'application par tous procédés autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, ...)	Application de peinture et vernis : 3 000 kg/j Soit 1 500 kg/j de produits contenant moins de 10% de COV	2940-2a	A[1]
Constats : L'inspection a procédé à la vérification du numéro de Siret de la société pour la mise à jour des données (SIRET 662 043 272 00027). Ainsi que les rubriques qui figurent dans l'arrêté n°885/2015 du 19/06/2015 autorisant la société MONIER à exploiter une tuilerie sur le territoire de Saint-Nabord. Concernant la nature et les volumes des activités exercées des rubriques 2940-2a,2522-2,2640-2b l'exploitant affirme que les quantités sont identiques à l'arrêté de 2015.			

N° 2 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2015, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.[...]
Constats : L'exploitant a rapporté à l'inspection que son process de fabrication n'est pas muni de dispositifs de captage permettant de collecter et canaliser les émissions. L'inspection a constaté, lors de la visite terrain l'absence des points de rejets canalisés pour les COV sur le process de fabrication. L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'un dispositif est en place concernant les émissions de poussières pour la matière première (Silice) avec une installation de dépoussiérage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : COV à mention de danger - substitution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Substitution des COV à mention danger
Prescription contrôlée : Les COVNM émis ne sont pas classifiés comme toxique, sensibilisant respiratoire, cancérigène, mutagène ou reprotoxique,
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection par courriel du 23 juillet 2024, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des matières premières de type diluant, encre, vernis utilisé majoritairement sur le site. Aucune phrase CMR n'est identifiée sur ces documents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2015, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an. [...]
Constats : L'inspection a reçu de l'exploitant en date du 23/07/2024 par courriel, le plan de gestion des solvants (PGS) 2024 pour les consommations de solvants de l'année 2023 mis à jour le 18/07/2024. A la lecture du plan de gestion des solvants (PGS) 2023, il est déclaré par écrit dans la synthèse les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• I1 : 12,86 Tonnes,• O3 (la quantité de solvants présents dans les produits finis) : 5.69 tonnes• O4 défini non captées : 7 tonnes.

<p>Néanmoins, à la page 7, les analyses des eaux mentionnent des émissions à l'atmosphère de 7.126 tonnes. Il est différencié des solvants en entrée de station (O2) à 5,699 tonnes et les eaux de gâchage (nettoyage cuve O6) à 2.7 tonnes.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite des lieux, l'inspection a constaté des rejets dans le milieu liquide (résidus suite au nettoyage des cuves). L'exploitant a également déclaré que le résidu des solvants était récupéré dans le process.</p> <p>Selon « Le guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants- Révision n°1 » établi par l'Inéris et daté du 22/02/2009, le PGS est incohérent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de reprendre son Plan de gestion des Solvants afin de déterminer précisément les entrées et sorties de solvants conformément au "Guide d'élaboration d'un Plan de Gestion des Solvants" élaboré par l'INERIS en 2009.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Suite visite 2022

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments que ses installations électriques sont conformes à la réglementation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant les éléments en relation avec les actions correctives mises en œuvre sur ses installations électriques, suite à la visite effectuée en 2022.</p> <p>L'exploitant a montré à l'inspection le contrôle annuel Q18 et la thermographie ont été effectués par un bureau d'étude en date du 21/06/2024 n° de rapport 2434515-1-1.</p> <p>L'inspection a constaté que les actions correctives sont recensées dans un tableau pour la réalisation de la mise à jour de l'installation électrique. (Présentation lors de la visite du plan d'action de la société).</p> <p>L'inspection a demandé les éléments suivants par courriel lors de la visite : plan d'action et le rapport du bureau d'étude Q18.</p> <p>Après réception des pièces supplémentaires, l'inspection s'interroge sur la conception du tableau, car aucun ordre de priorité avec des dates prévisionnelles et la traçabilité de la réalisation sont visibles sur le plan d'action suite à la vérification des installations électriques. L'inspection constate que dans le rapport de vérification Q18 du bureau d'étude le vérificateur conclut et déclare que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Les constats du rapport</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel Electrique - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités - Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel - Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande une modification du tableau d'action corrective en précisant les priorités avec un délai prévisionnel et la traçabilité de la réalisation des travaux au vu de la conclusion du bureau d'étude concernant les risques d'incendie et d'explosion. Pour les anomalies générant un</p>

risque d'incendie ou d'explosion, les travaux doivent être réalisés sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours